

CONTRE L'OCCUPATION EN PALESTINE



BOYCOTT, DESINVESTISSEMENT, SANCTION



VENDREDI 14 MARS à 19h

BOURSE DU TRAVAIL

3, Rue Lamartine 92230 Gennevilliers

RENCONTRE-DEBAT avec Pierre STAMBUL

(Union Juive Française pour la Paix)

« Du refus d'être complice à l'engagement »

(Édition Acratie)

Après avoir traité avec mépris le mouvement international Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), le gouvernement israélien se voit contraint de reconnaître la progression spectaculaire et les succès enregistrés par celui-ci.

Ainsi, le ministre des finances déclare que « le monde semble avoir perdu patience avec nous... Si nous ne faisons pas de progrès avec les Palestiniens, nous allons perdre notre légitimité... Le statut quo va atteindre au porte monnaie de chacun en Israël... ».

- Un des plus grands fonds de pension néerlandais vient d'annuler ses investissements en Israël.
- Plusieurs artistes internationaux ont annulé des concerts
- L'American Studies Association (principal syndicat enseignant aux USA) vient de rejoindre le boycott.

Alors que les actions se multiplient, le gouvernement français est le seul en Europe à poursuivre en justice les militants BDS (actuellement Alençon, Montpellier, Mulhouse). L'ex Garde des Sceaux Michèle ALLIOT MARIE avait, par voie de circulaire, demandé aux préfets de poursuivre systématiquement tous les participants à des actions BDS. En n'abrogeant pas cette circulaire scélérate, Christiane TAUBIRA et le gouvernement montrent leur soutien à la politique d'apartheid d'Israël.

Comme pour l'Afrique du Sud, amplifions le mouvement et soutenons les militants (e) inculpé(e)s.

ATMF, 26 bis rue Dupressoir, 92230 Gennevilliers
Comité France-Palestine, 6 place Jules Guesde, 92230 Gennevilliers